



L'appel pour les libertés, contre les idées d'extrêmes droite

Depuis maintenant plusieurs mois nous constatons toutes et tous que le climat politique et social en France, comme partout en Europe et dans le monde est de plus en plus imprégné par l'extrême droite et ses idées.

Face à ce climat de haine, raciste et attentatoire aux libertés individuelles et collectives, nous appelons à une réaction forte, unitaire et rassembleuse, pour réaffirmer notre combat commun contre l'extrême droite, ses idées, et toutes celles et ceux qui participent à sa propagation.

De Bolsonaro à Trump en passant par Orban et Salvini, nous assistons à une offensive raciste et réactionnaire particulièrement inquiétante pour l'avenir de la planète. En France, cette offensive raciste a pour corollaire la multiplication des politiques sécuritaires, liberticides et anti-sociales.

Ce climat ne doit rien au hasard. Le gouvernement, et ses quatre vigies Darmanin, Vidal, Blanquer et Schiappa, se chargent de l'alimenter depuis des mois. De la loi sécurité globale à la loi sur le séparatisme en passant par la chasse à l'islamo-gauchiste et la suppression de l'Observatoire de la laïcité, ce quinquennat accumule les gages à destination de l'extrême droite, en reprenant ses éléments de langage mais aussi certaines de ses propositions.

Quand on souffle sur des braises incandescentes et qu'on passe son temps à attiser les haines, cela a des conséquences concrètes. Cela peut même conduire au pire comme nous l'avons vu récemment avec l'attentat contre la mosquée de Bayonne.

Après l'envahissement du Conseil régional d'Occitanie par l'Action Française, le saccage d'une librairie et l'attaque de la marche lesbienne à Lyon par des identitaires, les polémiques sur le prétendu islamo-gauchiste et le prétexte de groupes de parole entre personnes discriminées pour attaquer l'UNEF ou s'en prendre à Audrey Pulvar, un cap supplémentaire vient d'être franchi.

En moins de 72h un néo-nazi voulant mener un attentat contre la mosquée du Mans a été arrêté, la mosquée de Nantes a été, elle, incendiée, et le centre culturel islamique de Rennes a été recouvert de tags islamophobes.

Un appel de militaires factieux, s'appuyant sur la chasse aux sorcières lancée par des membres du gouvernement, est diffusé par l'hebdo d'extrême droite Valeurs Actuelles et est soutenu par Marine Le Pen sans réaction d'Emmanuel Macron ni que gouvernement ne porte plainte devant la justice.

Nous ne pouvons accepter que celles et ceux qui subissent haine, discrimination, et injustice soient aujourd'hui accusés de racisme et jetés en pâture par l'extrême droite.

Nous n'acceptons plus que la lutte contre les actes terroristes, que nous condamnons fermement, s'accompagne d'amalgames honteux

Nous ne pouvons accepter que nous militantes et militants politiques, syndicaux, associatifs soyons montrés du doigt alors que chaque jour ce gouvernement déroule un tapis rouge à l'extrême droite avec ses Lois réactionnaires et liberticides.

Nous ne pouvons plus accepter les menaces directes qui nous sont maintenant faites.

Nous, militant-e-s politiques, associatifs, syndicalistes et personnalités de la société civile appelons à une grande manifestation au printemps 2021 pour dire non à l'extrême droite, à ses idées qui se propagent jusqu'au gouvernement et défendre nos libertés individuelles et collectives.

Nous nous adressons aux associations, syndicats, collectifs, partis qui partagent le fond de cet appel pour qu'ils se réunissent afin d'en construire les conditions.

<https://marchedeslibertes.fr/>

Les premiers signataires :

Syndicats : CGT, FSU, Union syndicale Solidaires, Syndicat des Avocats De France, Syndicat de la Magistrature, UNEF (Union nationale des Étudiants de France), UNL (Union nationale des Lycéens), Fidl, MNL (Mouvement national Lycéen), FSE (Fédération Syndicale Etudiante, l'Alternative, Confédération Paysanne, USP (Union Syndicale de la Psychiatrie), CNT-SO, CGT-Police, Résilience France, SNMPMI (Syndicat National des Médecins de Protection Maternelle et Infantile), Solidaires étudiants et Solidarités...

Associations et collectifs : Attac, LDH, FCPE, Fondation Copernic, Oxfam, Alternatiba, Amis de la terre, Résilience commune, DAL, CNL (Confédération nationale du Logement), Comité justice pour ibo, Emancipation collective, Rencontre des justices, Coexister, CRAN, SOS Racisme, QNQF (Quartiers nord, Quartiers forts Marseille) , Observatoire National contre l'extrême droite, MRAP, association ViSA, Femmes égalité, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif féministe Les Rosies, Les effronté.e.s, JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) , AFPS, Conseil démocratique Kurde France, FTCCR, CRLDHT, UTAC, France Amérique Latine, La Jeune Garde (Lyon, Strasbourg et Paris), Université Ouverte, Unis pour le climat et la biodiversité, collectif Police Contre la Prohibition, Youth For Climate, Changer de Cap, Compagnie Jolie Môme, Mémoire Traumatique et Victimologie, Héroïnes95, Union des Femmes Socialistes de Turquie, La Maison des Femmes de Montreuil, CNAJEP, Les États généraux des migrations, la Libre Pensée, Les Francas, Asie France...

Médias : Regards, L'Humanité, Politis, Contretemps, Le Media, Blast

Organisations politiques : ENSEMBLE !, Génération.s, La France Insoumise, EELV, GDS, Nouveaux Démocrates, NPA, Place Publique, le Parti de Gauche, Nouvelle Donne, les jeunes écologistes, MJCF (Mouvement des Jeunes Communistes), UEC, PEPS, Jeunes Génération.s, Rassemblement Communiste, UCL (Union Communiste Libertaire), PCOF, MdP (Mouvement des progressistes)

Manifestation samedi 12 juin

**11h place de la République
Bordeaux**

Parcours déposé en préfecture : Cours d'Albret, Gambetta, Cours Clémenceau, Allées de Tourny, Rue Esprit des Lois, Quais, cours Victor Hugo, cours Pasteur, Place de la Victoire